

Cote du document: EB 2016/117/R.11/Add.1  
Point de l'ordre du jour: 8 c)  
Date: 23 mars 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Observations du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA sur le programme d'options stratégiques pour la République-Unie de Tanzanie**

### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Oscar A. Garcia**  
Directeur  
Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA  
téléphone: +39 06 5459 2274  
courriel: o.garcia@ifad.org

**Fabrizio Felloni**  
Fonctionnaire principal chargé de l'évaluation  
téléphone: +39 06 5459 2361  
courriel: f.felloni@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Alessandra Zusi Bergés**  
Responsable du  
Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2092  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dix-septième session  
Rome, 13-14 avril 2016

---

Pour: **Examen**

# Observations du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA sur le programme d'options stratégiques pour la République-Unie de Tanzanie

## Observations d'ordre général

1. Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) se félicite du nouveau programme d'options stratégiques (COSOP) axé sur les résultats pour la République-Unie de Tanzanie. Le document s'appuie sur les conclusions et recommandations de l'évaluation du programme de pays (EPP), dont l'accord conclusif a été signé en juin 2015. IOE se félicite de la qualité de la collaboration entre les autorités nationales sur le continent et à Zanzibar et la Division Afrique orientale et australe du FIDA.
2. Les orientations stratégiques contenues dans le présent COSOP sont cohérentes avec les enseignements tirés de l'EPP, le contexte et les besoins du pays, y compris les caractéristiques de la pauvreté et l'évolution de l'environnement national relatif aux politiques.
3. L'attention portée aux activités hors prêts est un signe positif. La désignation du FIDA à la présidence du Groupe de travail sur l'agriculture des partenaires de développement témoigne de la plus grande reconnaissance du Fonds par les autres donateurs; ce statut lui permettra d'intervenir davantage dans la concertation sur les politiques. Il aurait été utile de donner une estimation des ressources requises et disponibles pour les activités hors prêts. Par le passé, les progrès dans ces domaines ont été freinés par l'absence de ressources financières et humaines spéciales.
4. Les opérations dans les domaines du financement rural et des filières ont souffert des retards d'exécution. Le COSOP aurait pu donner des détails sur les risques et problèmes opérationnels rencontrés au cours de la mise en œuvre du portefeuille, qui pourraient également affecter l'exécution de futures opérations.

## Observations spécifiques

5. **Tirer les enseignements du passé.** Le COSOP prend bonne note des principaux résultats de l'EPP 2015, et notamment des éléments suivants: i) les progrès réalisés dans le renforcement de la capacité institutionnelle des administrations locales et la décentralisation des systèmes de vulgarisation dans le cadre du Programme de développement du secteur agricole (PDSA) via le mécanisme du panier de financement; ii) les faiblesses au niveau de la conception des projets en faveur de l'accès des petits exploitants aux marchés ruraux et aux services financiers; iii) la dispersion géographique du portefeuille; et iv) l'insuffisance du classement des activités hors prêts par ordre de priorité du fait de l'absence de plan d'action clair et des contraintes de ressources.
6. Les **objectifs stratégiques** sont conformes aux besoins du pays et aux recommandations de l'EPP. Le premier objectif stratégique vise à améliorer la réactivité et la responsabilité des pouvoirs publics centraux et locaux envers les groupes cibles du FIDA, en consolidant les résultats de la décentralisation des services de vulgarisation agricole. Le deuxième objectif stratégique a pour finalité d'appuyer des filières plus ouvertes et plus résilientes en intensifiant les efforts de mobilisation du secteur privé. Le troisième objectif stratégique consiste à reproduire à plus grande échelle les technologies résilientes face au changement climatique, à partir de services de soutien à l'agriculture plus efficaces. Il s'agit là de l'une des recommandations spécifiques de l'EPP tirée de l'expérience des fermes-écoles à Zanzibar. Le quatrième objectif stratégique se concentre sur la gouvernance foncière, une agriculture plus inclusive, des investissements publics et privés accrus, ainsi que des mécanismes plus efficaces pour résoudre les conflits

relatifs à la terre et aux ressources naturelles.

7. **Le nouveau programme de prêts.** Les deux interventions sectorielles à l'appui de la SDSA/du PDSA-II sur le continent et du Programme de développement du secteur agricole à Zanzibar reflètent bien les recommandations de l'EPP. En ce qui concerne la poursuite de l'appui au PDSA-II, il aurait été utile de disposer d'éléments d'information concernant l'instrument financier envisagé (en comparant, par exemple, le panier de financement au financement traditionnel de projet), ainsi que le niveau de soutien apporté au programme par d'autres donateurs.
8. Le Projet de construction d'abris pour la traite sur les hauts plateaux proposé va dans le sens de l'EPP, qui avait souligné le potentiel d'investissement dans la filière laitière en République-Unie de Tanzanie. Ce projet, ainsi que le Projet de mise en valeur des terres arides proposé, marque le regain d'intérêt pour le développement de l'élevage, ainsi que pour les opérations de développement pastoral sur le continent, secteur négligé par le passé.
9. **Le portefeuille en cours.** Bien que les COSOP portent généralement sur les opérations futures, il aurait été important de donner plus d'informations sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme d'appui aux micro, petites et moyennes entreprises en milieu rural et du Programme d'appui à l'infrastructure de commercialisation, à l'ajout de valeur et à la finance rurale. Pour réaliser le deuxième objectif stratégique du COSOP, il conviendra de s'appuyer davantage sur ces programmes. En outre, le nouveau projet à Bagamoyo (Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo) nécessitera un suivi étroit des risques environnementaux et sociaux potentiels.
10. **Les activités hors prêts** et la participation à l'élaboration des politiques occupent une place de choix dans le COSOP. Les quatre domaines suivants sont privilégiés: i) plan opérationnel de la stratégie d'autonomisation des paysans; ii) stratégie et plan opérationnel de développement des filières; iii) stratégie pour le Programme de développement du secteur agricole à Zanzibar; et iv) promotion d'une bonne gouvernance foncière au profit du développement inclusif. Ces domaines sont compatibles avec les priorités du programme de prêts et permettent de puiser dans l'expérience opérationnelle pratique du FIDA pour élaborer des politiques si des ressources appropriées sont affectées.
11. Le cadre de résultats du COSOP (appendice II, pièce jointe I) est bien expliqué dans l'ensemble. Les indicateurs d'effet et d'étape semblent suffisants pour rendre compte de la réalisation des objectifs stratégiques. Il convient de noter que les valeurs de référence et les cibles de certains indicateurs restent encore à définir dans l'attente de la finalisation des objectifs nationaux du PDSA-II. Il sera important de veiller à l'utilisation de sources fiables pour ces indicateurs par le biais de systèmes de suivi sectoriels et spécifiques au projet. Les activités de suivi-évaluation (S&E) sont abordées dans ce document, en particulier au niveau du COSOP. Toutefois, pour que les activités de S&E au niveau du COSOP soient efficaces, il faut d'abord qu'elles le soient au niveau du projet. Il s'agit de l'un des points faibles identifiés par le passé qui nécessiteront l'attention du gouvernement et du FIDA à l'avenir.

### **Observations finales**

12. IOE se félicite de la qualité de ce document et des efforts déployés afin de donner suite aux recommandations de l'EPP 2015.